

Droit des femmes et des familles : Quimper apporte son soutien au CIDFF 29

Le 20 mars 2025 à 21h39, modifié le 20 mars 2025 à 21h58

Des difficultés financières s'annoncent pour les centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF). La Ville de Quimper a émis le vœu, ce jeudi 20 mars, que l'État assume sa décision.



(Le Télégramme)

Désormais tenus de verser la prime Ségur à leurs salariés, les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) voient leurs finances fragilisées. L'application de cette prime induirait un déficit de 137 000 € pour le CIDFF finistérien, qui intervient depuis 2007 sur le territoire quimpérois avec cinq professionnels.

À lire sur le sujet

Droits des femmes et des familles : les CIDFF bretons « risquent de disparaître »

400 entretiens en lien avec des violences

En 2024, ils ont assuré, à la Maison des services publics, 676 entretiens d'informations juridiques, 238 d'insertion, 26 actions collectives et 400 entretiens en lien avec des violences sexuelles et sexistes. La structure a sollicité ses financeurs pour maintenir ses effectifs de 19 professionnels sur Quimper, Brest et Morlaix. [Ce jeudi 20 mars, lors du conseil municipal](#), les élus quimpérois ont confirmé leur soutien en émettant un vœu, celui que l'État « assume ses décisions », et en votant une nouvelle convention pluriannuelle d'un montant de 18 800 €.

Dans la même rubrique

- [À Quimper, le Mondial Pupilles féminin cherche des familles d'accueil](#)
- [Dimanche 13 avril, Jump'O'Land transformera la MPT-MJC de Kerfeunteun à Quimper en parc d'attraction](#)
- [À Quimper, le Piano vélo Tour de France fait escale à la MJC de Kerfeunteun vendredi 11 avril](#)

Pour aller plus loin

Quimper

#Égalité hommes femmes

#Violences

© SAS Le Télégramme – Reproduction interdite sans autorisation